



## # TerritoiresUnis

La Conférence sur l'Avenir de l'Europe : une opportunité pour construire ensemble la « maison européenne de la démocratie » sur les fondations de ses territoires

*Tribune d'Apostolos Tzitzikostas, André Viola, Renaud Muselier, Dominique Bussereau et François Baroin*

*Respectivement président du Comité européen des régions, de la Délégation française au Comité européen des régions, de Régions de France, de l'Assemblée des Départements de France, de l'Association des Maires de France et des présidents d'intercommunalités*

Cela fait plus d'un an maintenant que la pandémie de COVID-19 s'est abattue sur l'Europe. Elle nous a contraints à brider la vie de nos concitoyens et à prendre des mesures sans précédent pour faire face à l'urgence. Dans cette tragédie, ce terrible virus a déjà coûté la vie à plus de 105 000 personnes en France et 680 000 personnes dans l'Union européenne.

Depuis le début de la pandémie, les collectivités locales n'ont jamais cessé d'œuvrer au service de celles et ceux qui vivent dans les régions, les départements, les villes et les villages de toute l'Europe. La crise provoquée par la pandémie a bien montré que les collectivités locales sont les fondations mêmes de notre Union. En tant qu'élus locaux, départementaux et régionaux, les responsabilités qui sont les nôtres sont immenses, qu'il s'agisse d'assurer le fonctionnement des services de santé et des écoles, ou de fournir des services sociaux en ces temps éprouvants. Malgré les difficultés, nous avons encouragé la recherche, soutenu les entreprises, adapté les économies locales et travaillé avec la société civile. Nous nous sommes battus aux côtés des médecins et du personnel soignant.

Ce sont encore des mois difficiles qui nous attendent, mais la lumière paraîtra au bout du tunnel si nous nous mettons à l'ouvrage dans un esprit de solidarité et que nous poursuivons nos efforts en faveur d'une campagne de vaccination massive et ordonnée. Nous devons veiller à ce que la stratégie de vaccination dans l'Union européenne et dans ses régions reste guidée par les valeurs de cohésion et la solidarité. Nous devons nous garder de toute concurrence entre États membres et au sein même des États pour l'obtention de vaccins, et éviter une fracture vaccinale qui aggraverait les inégalités dans nos territoires.

L'Europe doit sortir de cette crise plus forte qu'elle ne l'était, et reconnaître formellement le rôle prépondérant des administrations locales, départementales et régionales. Nous sommes un rouage essentiel pour la santé, la prospérité, la stabilité et le dynamisme.

Nous devons aussi veiller à ce que les fonds de l'Union européenne soient utilisés à bon escient pour contribuer à la relance dans les territoires et être pleinement associés à la conception et à la mise en œuvre du plan de relance européen dont la France bénéficiera à hauteur de 40 milliards d'euros. Notre contribution est essentielle pour façonner des politiques à même d'accompagner les transformations fondamentales auxquelles nos sociétés doivent faire face. La COVID-19 est l'une de ces forces transformatrices. C'est le cas aussi de la crise climatique, de la numérisation de nos économies ou encore de l'évolution démographique.

C'est enfin la confiance qui nous permettra de sortir de cette crise, et c'est notre niveau de pouvoir à nous –élus locaux, départementaux et régionaux– qui jouit du plus gros capital de confiance auprès des citoyens car nous connaissons le mieux leurs besoins et leurs inquiétudes et nous savons comment y répondre par des actions concrètes sur le terrain.

Si nous voulons donner un coup d'accélérateur au projet européen, nous devons en améliorer le fonctionnement démocratique. Nous devons bâtir ensemble notre « maison commune de la démocratie européenne » – avec pour toit l'Union européenne, pour charpente ses États membres, et pour fondations ses régions, ses départements, ses villes et ses villages.

La conférence sur l'avenir de l'Europe est une formidable occasion de renforcer le fonctionnement démocratique de l'Union européenne. Son but doit être de dialoguer ouvertement avec les citoyens, et nous allons organiser des dialogues en France afin qu'ils prennent part à cette démarche. C'est en restant à l'écoute de nos concitoyens que la conférence permettra d'engager une vraie réflexion, dans le cadre d'une profonde entreprise de démocratisation.

Le Comité européen des régions va contribuer activement à la conférence en organisant des dialogues dans toute l'Europe ainsi qu'en jouant son rôle de représentant des collectivités locales de l'Union européenne au niveau institutionnel. Le groupe de haut niveau sur la démocratie, sous le patronage de l'ancien président du Conseil européen Herman Van Rompuy, s'efforcera de faire valoir la contribution du Comité européen des régions aux côtés du monde des entreprises et de la société civile, des associations de jeunesse, des associations territoriales européennes et nationales, et bien sûr auprès des trois institutions de l'Union qui sont aux commandes de la conférence le Parlement, la Commission et le Conseil. Notre dialogue local ce 9 mai, lancé depuis Strasbourg, capitale européenne de la démocratie et des droits de l'homme, symbole du polycentrisme européen, met l'accent sur la dimension territoriale que doit revêtir la conférence. Le Sommet européen des villes et des régions qui aura lieu début 2022 à Marseille, pendant la présidence française de l'Union européenne, soumettra des recommandations du point de vue des territoires aux Présidents des trois institutions.

Ce dont l'Europe et ses citoyens ont besoin aujourd'hui, c'est de confiance et qu'on leur donne un cap. La conférence sur l'avenir de l'Europe peut y contribuer, à condition que les collectivités locales y soient véritablement associées, et nos concitoyens dans les régions, les départements, les villes et les villages soient entendus. Cela est essentiel si l'on veut éviter d'en faire un exercice régenté depuis les hautes sphères qui risquerait de prêter le flanc aux boniments démagogiques et anti-européens des populistes et des eurosceptiques.

Nous, Comité européen des régions, Délégation française et Territoires Unis (Association des Maires de France, Assemblée des Départements de France et Régions de France), souhaitons imprimer une dimension résolument locale, départementale et régionale tout au long de la conférence en mobilisant les citoyens. Nous avons la ferme conviction qu'en travaillant ensemble, dans le respect mutuel, nous pourrions raviver la confiance que nos concitoyens accordent à notre projet européen commun, consolider l'architecture démocratique de l'Union et rapprocher l'Europe de ses citoyens.